



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

grande distribution

Question écrite n° 42585

Texte de la question

M. Étienne Mourrut * appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les inquiétudes que provoque le projet de réforme de la loi n° 96-588 du 1er juillet 1996 dite « loi Galland ». Certaines modifications ont été annoncées récemment. Si elles devaient effectivement être mises en oeuvre, notamment en ce qui concerne la définition du seuil de revente à perte, se sont plus de 300 000 entreprises de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation ainsi que de la restauration qui pourraient en subir directement les conséquences. Car, la réintégration de tout ou partie des « marges arrières » pour le calcul des prix de vente serait susceptible d'accentuer les écarts entre les prix pratiqués par les commerces de proximité et ceux de la périphérie, au bénéfice de ces derniers. Si ce projet de réforme devait aboutir, il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles dispositions pourraient être prises afin d'assurer la protection des plus petits commerces face à la grande distribution.

Texte de la réponse

La recherche de solutions à l'accroissement des marges arrière qui pénalisent les consommateurs et les professionnels du commerce et de l'industrie est une priorité du Gouvernement. À l'issue d'une table ronde organisée le 3 juin 2004 entre les différents acteurs du secteur de la distribution, un engagement a été signé, le 17 juin 2004, entre les industriels, les distributeurs, les représentants des commerçants et des agriculteurs, le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre délégué aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation. Les signataires se sont engagés à baisser les prix des produits de marque des grands industriels de 2 % en moyenne dès septembre 2004. Pour l'année 2005, les marges arrière seront réduites d'un point en moyenne par rapport au niveau de l'année 2004 et accompagnées d'une modération tarifaire des industriels. En outre, une commission d'experts sera chargée de faire le bilan de la législation existante et de proposer des mesures appropriées pour faciliter les relations entre les fournisseurs et les distributeurs et permettre la baisse des prix des produits de grande consommation. Par ailleurs, pour favoriser un développement harmonieux et équilibré de toutes les formes de commerce, le Gouvernement a souhaité augmenter les crédits du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC), par une dotation supplémentaire de 42 %. Ces crédits passent ainsi à 100 MEUR pour l'année 2004, à destination du commerce rural et de proximité. Enfin, une réflexion générale est par ailleurs engagée dans le domaine de la redynamisation du commerce rural et de proximité.

Données clés

Auteur : [M. Étienne Mourrut](#)

Circonscription : Gard (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 42585

Rubrique : Commerce et artisanat

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 juin 2004, page 4852

Réponse publiée le : 10 août 2004, page 6281